

**Art. 5.** L'application du présent arrêté est évalué par le Fonds au plus tard au mois de mars 2001. Les résultats de cette évaluation sont soumis au ministre pour approbation.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre flamand ayant l'aide aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2342

[C — 99/27549]

#### 27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'établissement et au financement des plans communaux d'environnement et de développement de la nature

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, notamment l'article 18*bis*, modifié par le décret du 22 janvier 1998;

Vu le Plan d'environnement pour le développement durable en Région wallonne, adopté par le Gouvernement wallon du 9 mars 1995, notamment les actions n° 40, 168, 242 et 243;

Vu le Plan wallon des déchets Horizon 2010, adopté par le Gouvernement wallon le 15 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 7 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de définir la procédure d'adoption du plan communal d'environnement et de développement de la nature assurant une large participation des citoyens ainsi que les conditions d'octroi de subsides aux communes pour l'élaboration et l'exécution d'un plan communal d'environnement et de développement de la nature et ce, dans les meilleurs délais à l'effet de se conformer aux échéances des actions et mesures spécifiques retenues par le Plan d'environnement pour le développement durable et le Plan wallon des déchets « Horizon 2010 »;

Considérant qu'il y a lieu de promouvoir le rôle des communes en tant que relais privilégiés de la politique régionale de protection de l'environnement vis-à-vis des citoyens par la mise à disposition des communes de moyens incitatifs à la mise en uvre d'une stratégie globale intégrant les divers secteurs de l'environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

2° DGRNE : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

3° PCEDN : le plan communal d'environnement et de développement de la nature;

4° commission communale : la commission consultative communale visée à l'article 2 du présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — De la commission communale

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal peut décider soit de créer une commission communale de l'environnement et du développement de la nature, soit d'élargir au domaine de l'environnement et du développement de la nature, le champ des compétences de la commission consultative communale d'aménagement du territoire, instituée sur la base du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

§ 2. Au cas où la commune décide d'élargir aux domaines de l'environnement et du développement de la nature le champ des compétences de la commission consultative communale d'aménagement du territoire, le conseil communal procède conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et aux dispositions réglementaires adoptées en vertu de ce texte.

§ 3. Au cas où la commune décide de créer une commission communale de l'environnement et du développement de la nature, le conseil communal décide des règles de composition et de fonctionnement.

Il procède à un appel public aux candidats par voie d'affiches et par un avis inséré dans un journal local. Il choisit les membres en respectant les principes suivants :

1° une répartition géographique équilibrée;

2° une représentation apte à examiner les thèmes du PCEDN prévus à l'article 4, § 2, du présent arrêté et, d'une manière générale, à prendre en considération les intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la commune;

3° une représentation du conseil communal ne dépassant pas un quart des membres et respectant proportionnellement l'importance de chaque groupe siégeant au conseil communal;

4° la participation d'un des conseillers en environnement.

Le conseil communal choisit le président et les membres de la commission communale ainsi que le membre suppléant de chacun des membres.

La commission communale se réunit chaque fois que de besoin et au minimum 3 fois par an et sur convocation du président. En outre, à la demande du collège des bourgmestre et échevins, le président convoque la commission communale.

L'administration communale assure le secrétariat de la commission communale.

### CHAPITRE III. — *Du contenu et de la procédure d'adoption du plan*

**Art. 3.** Le conseil communal peut établir un PCEDN qui définit les éléments de la politique de développement durable à mettre en œuvre à l'échelle de la commune. Le PCEDN exécute et complète au niveau communal les plans, programmes, règlements et lignes directrices en matière d'environnement et de développement de la nature pour un développement durable arrêtés au niveau régional.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le PCEDN est établi selon un plan type mis à la disposition des communes par le Ministre.

§ 2. Il aborde les thèmes suivants du Plan d'environnement pour le développement durable en Région wallonne :

1° la prévention et la gestion des déchets;

2° la qualité des eaux de surface;

3° la préservation des sols et des eaux souterraines;

4° le développement de la nature et de la biodiversité;

5° la réduction du bruit;

6° la qualité de l'air;

7° la prise en compte de la protection de l'environnement dans :

- les activités industrielles et agricoles,

- les activités de tourisme et de loisirs,

- les transports et les infrastructures;

- la politique énergétique;

- l'aménagement du territoire;

8° la sensibilisation, l'information, la participation, l'éducation et la formation des citoyens sur les thèmes susmentionnés et les effets des politiques sur l'environnement et le cadre de vie.

§ 3. Il comporte au minimum, pour chacun des thèmes abordés, dans le cadre des compétences communales et sans préjudice des compétences fédérales, régionales et provinciales :

1° un état des lieux et une description des enjeux et des besoins;

2° les objectifs qualitatifs et quantitatifs que la commune souhaite atteindre à court et moyen termes;

3° une programmation des actions à développer et un inventaire des moyens à mettre en œuvre, accompagnés d'une analyse des impacts sur l'organisation des services communaux, des conséquences financières et économiques et d'une évaluation des incidences sur l'environnement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le projet de PCEDN est établi à l'initiative du conseil communal. Il en désigne l'auteur. Il assure la mise en place d'un processus de conception participative des citoyens.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins soumet le projet de PCEDN pour avis à la DGRNE qui consulte les Directions générales du Ministère de la Région wallonne ou du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, pour les matières relevant de leur compétence. Celles-ci remettent leurs avis endéans les 45 jours suivant la réception de la demande d'avis. La DGRNE envoie un avis de synthèse au collège des bourgmestre et échevins dans les 90 jours suivant la réception de la demande d'avis.

A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus à l'alinéa précédent, les avis sont réputés favorables.

A l'expiration du délai de 90 jours, le collège des bourgmestre et échevins consulte la commission communale.

§ 3. Le projet de PCEDN est soumis par le collège des bourgmestre et échevins à une enquête publique locale pendant une période de 45 jours. Le délai prescrit pour l'enquête publique locale est suspendu du 16 juillet au 15 août.

§ 4. Le projet de PCEDN et toutes autres pièces que le collège des bourgmestre et échevins juge utiles sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et, dans la mesure du possible, un jour par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

§ 5. Dans le cadre de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins organise une ou plusieurs séances d'information.

§ 6. L'information publique est annoncée par voie d'affiches pendant la durée de l'enquête publique dans la commune et par un avis inséré dans un journal local ou une publication toute-boite.

§ 7. A la clôture de l'enquête publique, l'auteur établit un rapport comprenant une synthèse des avis et des propositions d'amendements.

§ 8. Au cas où le collège des bourgmestre et échevins décide de solliciter l'avis de la DGRNE sur le projet de PCEDN tel qu'amendé à la suite de l'enquête publique, la procédure prévue au § 2 est d'application.

§ 9. Le conseil communal adopte le PCEDN.

§ 10. Le collège des bourgmestre et échevins communique le PCEDN au Ministre et informe également la population locale de son contenu.

§ 11. Le collège des bourgmestre et échevins désigne un coordonnateur chargé de la mise en uvre du PCEDN. Le coordonnateur peut être le conseiller en environnement visé à l'article 14.

**Art. 6.** Le PCEDN est établi pour une durée de 5 ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé ou actualisé.

Les objectifs et les moyens d'action peuvent faire l'objet d'une réévaluation annuelle. Les §§ 2, 8 et 9 de l'article 5 s'appliquent aux révisions et adaptations. La DGRNE et la commission communale de l'environnement peuvent demander l'application de la procédure définie aux §§ 3 à 7 de l'article 5.

**Art. 7.** Le collège des bourgmestre et échevins et le conseil communal s'assurent que tout projet communal ou toute décision communale est en adéquation avec le PCEDN.

Si elles s'écartent du PCEDN, les autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> motivent leur décision.

**Art. 8.** Le collège des bourgmestre et échevins informe au moins une fois par an le conseil communal et la commission communale de l'état d'avancement des actions prévues par le PCEDN. Il en établit un rapport qu'il communique au Ministre.

L'information et le rapport portent notamment sur :

1° l'état d'avancement du PCEDN établi sous forme d'un tableau de bord reprenant les objectifs fixés, les moyens mis en œuvre et l'évaluation des résultats;

2° l'exécution des plans, règlements et lignes directrices en matière d'environnement et de développement de la nature arrêtés au niveau régional.

#### CHAPITRE IV. — Des subventions

##### Section 1re. — De l'objet et du montant des subventions

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre octroie aux communes:

1° une subvention de 500 000 francs pour l'établissement d'un PCEDN augmentée de 20 % des coûts au-delà du montant de 500 000 francs, le total de la subvention ne pouvant dépasser un million de francs;

2° une subvention fixée à 50 % des coûts engendrés pour la mise en uvre d'actions en matière d'environnement et de développement de la nature et limitée à 500 000 francs pendant la durée du PCEDN;

3° une subvention fixée à 50 % des coûts engendrés pour la réalisation d'une campagne de communication et de sensibilisation des citoyens dans le cadre de la préparation du PCEDN ou portant sur les objectifs et activités prévues par le PCEDN et limitée à un montant annuel de 200 000 francs augmenté de 20 francs par habitant, calculé sur la base du chiffre de la population de droit, arrêté par le Ministre fédéral des Affaires économiques, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de réalisation de l'action.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre alloue une subvention annuelle de :

1° 500 000 francs pour l'emploi d'un conseiller en environnement à temps plein;

2° 250 000 francs pour l'emploi d'un conseiller en environnement à mi-temps.

**Art. 10.** Le nombre maximum de conseillers en environnement pour lesquels la commune peut bénéficier de la subvention prévue à l'article 9, § 2, est fixé comme suit :

- un par commune de moins de 20 000 habitants;
- deux par commune de 20 000 à 49 999 habitants;
- trois par commune de 50 000 à 100 000 habitants;
- quatre par commune de plus de 100 000 habitants.

**Art. 11.** Pour le calcul des subventions visées à l'article 9 sont pris en considération uniquement les montants qui découlent de l'application des clauses contractuelles approuvées par le Ministre.

La subvention prévue à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 3°, peut être cumulée avec celle prévue à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets sans que la part du montant proportionnel au nombre d'habitants ne dépasse 25 francs.

##### Section 2. — Des conditions d'octroi des subventions

**Art. 12.** Pour bénéficier d'une subvention, la commune doit explicitement, par décision du conseil communal pour ce qui concerne les points 1° à 6°, s'engager à :

1° confier la conception et la coordination de la politique de l'environnement et du développement de la nature de la commune au minimum pendant cinq ans à un conseiller en environnement, répondant aux conditions fixées à l'article 14;

2° instituer une commission communale conformément à l'article 2;

3° organiser au minimum trois journées par an d'actions de sensibilisation du citoyen sur un ou plusieurs des thèmes repris à l'article 4, § 2;

4° communiquer au Ministre ou au fonctionnaire compétent, à sa demande, tout renseignement de quelque nature qu'il soit concernant les actions subventionnées en matière d'environnement et de développement de la nature;

5° réaliser et tenir à jour un inventaire permanent des autorisations des établissements et des permis d'environnement;

6° réaliser et tenir à jour un registre des activités dans les différents compartiments de l'environnement et du développement de la nature;

7° assurer le suivi des plaintes et prendre les dispositions adéquates pour sanctionner les infractions relatives à l'environnement et à la nature, en liaison éventuelle avec les services régionaux compétents.

**Art. 13.** Pour bénéficier des subventions visées à l'article 9, § 1er, 1° et 3°, et à l'article 9, § 2, la commune doit explicitement, par décision du conseil communal, s'engager à établir un projet de PCEDN endéans les 24 mois à partir de sa décision.

La subvention visée à l'article 9, § 1, 2°, est octroyée pour autant que le conseil communal ait adopté le PCEDN.

La subvention visée à l'article 9, § 2, est maintenue pour autant que le PCEDN soit adopté endéans les 36 mois de la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 14.** L'emploi subsidié d'un conseiller en environnement est soumis aux conditions suivantes :

1° la personne doit soit :

a. disposer d'un diplôme universitaire ou d'enseignement supérieur non universitaire de type long et satisfaire à un examen organisé par la commune préalablement à l'engagement ou au cours de la première année de l'affectation et portant sur un programme arrêté par le Ministre;

b. disposer d'un diplôme universitaire ou d'enseignement supérieur non universitaire et d'une expérience effective et prouvée d'au moins trois ans de conseiller en environnement;

c. disposer d'un diplôme d'enseignement supérieur non universitaire de type court comprenant ou complété par une formation théorique dans le domaine de l'environnement et du développement de la nature d'un minimum de 240 heures et satisfaire à l'examen visé au point a;

2° la personne doit, en outre, avoir suivi ou s'engager à suivre au cours de la première année de l'affectation une formation en communication et concertation sociale dans une optique de gestion de l'environnement, d'un minimum de 30 heures;

3° au cas où la commune emploie plus d'un conseiller en environnement, une de ces personnes doit disposer d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long.

#### *Section 3. — De la procédure de demande et d'octroi des subventions*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Avant la première demande de subvention, la commune conclut avec le Ministre une convention. Le projet de convention est établi sur la base d'un modèle arrêté par le Ministre.

Cette convention comprend notamment :

1° les engagements, droits et obligations respectifs des parties consécutifs à la mise en œuvre du présent arrêté;

2° une description des actions spécifiques menées par la commune dans le cadre de l'établissement du PCEDN;

3° les modalités de liquidation des subventions;

4° les modalités de remboursement de la subvention ou des acomptes éventuels lorsque les conditions d'octroi ou les obligations de la commune ne sont pas respectées.

La convention peut être amendée annuellement en fonction notamment des actions planifiées par la commune.

§ 2. Dans les 45 jours de la réception de la demande, la DGRNE la transmet ainsi que son avis au Ministre qui statue endéans les 15 jours de sa réception.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, sont versées en deux tranches :

1° 50 % au moment de la notification de la convention ou de la décision d'octroi;

2° 50 % sur la base d'une déclaration de créance accompagnée des justificatifs des dépenses engagées et approuvées par la DGRNE, introduite par la commune dès que l'action est réalisée.

§ 2. La subvention visée à l'article 9, § 2, est versée sur la base d'une déclaration de créance introduite par la commune accompagnée des justificatifs et du rapport annuel visé à l'article 8 ou, le cas échéant, de l'état d'avancement du projet de PCEDN.

§ 3. En cas de non-respect des clauses de la convention ou des conditions d'octroi de la subvention, le collège des bourgmestre et échevins rétrocède la part des subventions portant sur les clauses pour lesquelles elles ont été octroyées.

**Art. 17.** Les communes peuvent s'associer pour l'établissement d'un PCEDN ou la réalisation d'actions spécifiques communes. Dans ce cas, les subventions sont allouées aux communes proportionnellement à leur charge respective.

**Art. 18.** La DGRNE assure le contrôle de l'utilisation des subventions octroyées aux communes dans le cadre du présent arrêté.

#### *CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 19.** Les communes ayant adopté un plan communal de l'environnement ou de développement de la nature avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent bénéficier des subventions visées à l'article 9 aux conditions fixées aux articles 12, 14, 15 et 16 du présent arrêté et pour autant que le conseil communal intègre ce plan dans le PCEDN.

**Art. 20.** Les personnes engagées par la commune depuis plus d'un an avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, comme conseillers en environnement conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 relatif à l'octroi, par la Région, d'une prime aux communes qui recourent aux services d'un conseiller en environnement peuvent être dispensées des conditions de diplôme et de l'examen visés à l'article 14 par décision du collège des bourgmestre et échevins.

**Art. 21.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 relatif à l'octroi, par la Région, d'une prime aux communes qui recourent aux services d'un conseiller en environnement est abrogé.

Namur, le 27 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2342

[C — 99/27549]

**27. MAI 1999. — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Erstellung und die Finanzierung der kommunalen Umwelt- und Naturförderungspläne**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung, insbesondere des Artikels 18, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1998 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 9. März 1995 von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung in der Wallonischen Region, insbesondere der Maßnahmen Nr. 40, 168, 242 und 243;

Aufgrund des am 15. Januar 1998 von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Wallonischen Abfallplans Horizont 2010;

Aufgrund des am 1. März 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. März 1999 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. Mai 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in ihrer durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, ein Verfahren zur Verabschiedung des kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplanes, durch das eine hohe Bürgerbeteiligung gesichert wird, sowie die Gewährungsbedingungen der Zuschüsse an die Gemeinden zur Erstellung und zur Durchführung eines kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplanes möglichst schnell zu bestimmen, um die Fristen der in dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung in der Wallonischen Region und in dem Wallonischen Abfallplan Horizont 2010 in Betracht gezogenen Handlungen und spezifischen Maßnahmen einzuhalten;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Rolle der Gemeinden als bevorzugte Vermittlungsstellen der regionalen Umweltschutzpolitik für den Bürger zu fördern, und zu diesem Zweck den Gemeinden Mittel zur Verfügung zu stellen, um sie anzureizen, eine globale Strategie, die die verschiedenen Umweltbereiche umfasst, durchzuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Minister: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

2° DGRNE: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° PCEDN: den kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan;

4° Kommunalausschuss: den in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausschuss.

*KAPITEL II. — Kommunalausschuss*

**Art. 2** - § 1. Der Gemeinderat kann beschließen, entweder einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungs-ausschuss zu gründen, oder den Zuständigkeitsbereich des aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingerichteten kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung auf den Bereich der Umwelt und der Naturförderung zu erweitern.

§ 2. Falls die Gemeinde beschließt, den Zuständigkeitsbereich des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung auf den Bereich der Umwelt und der Naturförderung zu erweitern, handelt der Gemeinderat gemäß Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und gemäß den aufgrund dieses Textes verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen.

§ 3. Falls die Gemeinde beschließt, einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungs-ausschuss zu gründen, bestimmt der Gemeinderat die Regeln zur Zusammensetzung und zur Arbeitsweise dieses Ausschusses.

Er macht einen öffentlichen Bewerberaufruf durch Anschlag und durch eine Bekanntmachung in einer lokalen Zeitung. Er wählt die Mitglieder unter Berücksichtigung der folgenden Grundsätze aus:

1° eine ausgeglichene geographische Verteilung;

2° eine geeignete Vertretung, um sich mit den in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Themen des PCEDN zu befassen und im allgemeinen, um die sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen Interessen der Gemeinde zu berücksichtigen;

3° eine Vertretung des Gemeinderates, die ein Viertel der Mitglieder nicht überschreitet, und die proportional zur Vertretung jeder im Gemeinderat sitzenden Gruppe ist;

4° die Beteiligung eines der Umweltberater.

Der Gemeinderat wählt den Vorsitzenden und die Mitglieder des Kommunalausschusses sowie ein Ersatzmitglied für jedes Mitglied aus.

Der Kommunalausschuss versammelt sich jedesmal wenn nötig, und hält mindestens 3 Versammlungen pro Jahr ab, und zwar auf Vorladung des Vorsitzenden. Außerdem lädt der Vorsitzende den Kommunalausschuss auf Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums vor.

Die Gemeindeverwaltung übernimmt das Sekretariat des Kommunalausschusses.

*KAPITEL III. — Inhalt und Verabschiedungsverfahren des Planes*

**Art. 3** - Der Gemeinderat kann einen PCEDN aufstellen, der die Elemente der Politik zur nachhaltigen Entwicklung bestimmt, die auf gemeindlicher Ebene durchzuführen sind. Mittels des PCEDN werden die auf regionaler Ebene verabschiedeten Pläne, Programme, Regelungen und Leitlinien im Bereich der Umwelt und der Naturförderung im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung auf gemeindlicher Ebene ausgeführt und ergänzt.

**Art. 4 - § 1.** Der PCEDN wird nach einem Musterplan aufgestellt, der den Gemeinden vom Minister zur Verfügung gestellt wird.

§ 2. Im PCEDN werden die folgenden Themen des Umweltplanes für eine nachhaltige Entwicklung in der wallonischen Region behandelt:

- 1° Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;
- 2° Qualität des Oberflächenwassers;
- 3° Schutz des Bodens und des Grundwassers;
- 4° Förderung der Natur und der biologischen Vielfalt;
- 5° Lärmreduzierung;
- 6° Luftqualität;
- 7° Berücksichtigung des Umweltschutzes in den folgenden Bereichen:
  - industrielle und landwirtschaftliche Aktivitäten;
  - Aktivitäten im Tourismus- und Freizeitbereich;
  - Verkehrsmittel und Infrastrukturen;
  - Energiepolitik;
  - Raumordnung;

8° Sensibilisierung, Information, Beteiligung, Erziehung und Ausbildung der Bürger, was diese verschiedenen Themen und die Auswirkungen der Politik auf die Umwelt und den Lebensrahmen angeht.

§ 3. Der PCEDN enthält im Rahmen der kommunalen Zuständigkeiten und unbeschadet der föderalen, regionalen und provinziellen Zuständigkeiten für jedes behandelte Thema mindestens das Folgende:

- 1° eine Beschreibung der bestehenden Lage sowie der Einsätze und Bedürfnisse;
- 2° die qualitativen und quantitativen Ziele, die die Gemeinde kurz- und mittelfristig erreichen möchte;

3° eine Planung der zu entwickelnden Aktionen und ein Inventar der einzusetzenden Mittel, zusammen mit einer Analyse der Auswirkungen auf die Organisation der gemeindlichen Dienststellen, der finanziellen und wirtschaftlichen Folgen und einer Umweltverträglichkeitsprüfung.

**Art. 5 - § 1.** Der Entwurf des PCEDN wird auf Veranlassung des Gemeinderates aufgestellt. Dieser bezeichnet den Autor des Planes. Er sieht die Organisation eines Verfahrens vor, damit die Bürger an dem Konzept beteiligt werden.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium unterbreitet den Entwurf des PCEDN der DGRNE zur Stellungnahme; diese zieht die Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region oder des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zu Rate für die Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen.

Diese geben ihr Gutachten innerhalb 45 Tagen nach Empfang des Antrags auf ihr Gutachten ab. Die DGRNE übermittelt dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium ein zusammenfassendes Gutachten innerhalb 90 Tagen nach Empfang des Antrags auf das Gutachten.

Wenn kein Gutachten innerhalb der im vorigen Absatz vorgesehenen Fristen übermittelt wird, wird davon ausgegangen, dass günstige Gutachten abgegeben worden sind.

Am Ablauf der Frist von 90 Tagen zieht das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Kommunalausschuss zu Rate.

§ 3. Der Entwurf des PCEDN wird vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium während eines Zeitraums von 45 Tagen einer lokalen öffentlichen Untersuchung unterworfen. Die für die lokale öffentliche Untersuchung vorgeschriebene Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben.

§ 4. Der Entwurf des PCEDN und jede sonstige vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium für nützlich gehaltene Unterlage sind werktags im Rathaus zugänglich und dies möglichst an einem Tag der Woche bis 20 Uhr oder an einem Samstagmorgen;

§ 5. Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung organisiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine oder mehrere Informationsversammlungen.

§ 6. Die öffentliche Information wird während der Dauer der öffentlichen Untersuchung in der Gemeinde durch Anschlag und durch eine Bekanntmachung in einer lokalen Zeitung oder in einem Wurfzettel angekündigt.

§ 7. Am Abschluss der öffentlichen Untersuchung erstellt der Autor einen Bericht mit einer Zusammenfassung der Gutachten und der eingebrachten Abänderungsanträge.

§ 8. Falls das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beschließt, das Gutachten der DGRNE über den Entwurf des PCEDN infolge der öffentlichen Untersuchung abgeänderten PCEDN zu beantragen, findet das in § 2 vorgesehene Verfahren Anwendung.

§ 9. Der Gemeinderat verabschiedet den PCEDN.

§ 10. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelt den PCEDN dem Minister und informiert ebenfalls die lokale Bevölkerung über dessen Inhalt.

§ 11. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bezeichnet einen Koordinator, der mit der Durchführung des PCEDN beauftragt ist. Der Koordinator kann der in Artikel 14 erwähnte Umweltberater sein.

**Art. 6 -** Der PCEDN wird für eine Dauer von 5 Jahren aufgestellt. Er gilt solange er nicht ersetzt oder aktualisiert worden ist.

Die Ziele und Aktionsmittel können jährlich neubewertet werden. Die § 2, 8 und 9 von Artikel 5 finden Anwendung auf die Revisionen und Anpassungen. Die DGRNE und der kommunale Umweltausschuss können die Anwendung des in § 3 bis 7 von Artikel 5 vorgesehenen Verfahrens beantragen.

**Art. 7 -** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und der Gemeinderat überprüfen, ob jedes kommunale Projekt oder jeder kommunale Beschluss in Übereinstimmung mit dem PCEDN steht.

Die in Absatz 1 erwähnten Behörden müssen ihren Beschluss mit Gründen versehen, wenn sie vom PCEDN abweichen.

**Art. 8** - Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium informiert mindestens einmal im Jahr den Gemeinderat und den Kommunalausschuss über den Fortschrittzustand der im PCEDN vorgesehenen Aktionen. Es erstellt einen Bericht, der an den Minister gerichtet wird.

Die Information und der Bericht betreffen insbesondere:

1° den Fortschrittzustand des PCEDN in der Form eines Arbeitsberichts, mit den festgesetzten Zielen, den eingesetzten Mitteln und der Bewertung der Ergebnisse;

2° die Ausführung der Pläne, Regelungen und Leitlinien im Bereich der Umwelt und der Naturförderung, die auf regionaler Ebene verabschiedet worden sind.

#### KAPITEL IV. — Zuschüsse

##### Abschnitt 1. — Gegenstand und Betrag der Zuschüsse

**Art. 9** - § 1. Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel und unter den im vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen gewährt der Minister den Gemeinden:

1° einen Zuschuss in Höhe von 500 000 BEF für die Aufstellung eines PCEDN, zuzüglich 20 % der Kosten, die den Betrag von 500 000 BEF überschreiten, wobei der Gesamtbetrag des Zuschusses eine Million BEF nicht überschreiten darf;

2° einen Zuschuss, der 50 % der Kosten entspricht, die durch die Durchführung von Aktionen im Bereich der Umwelt und der Naturförderung entstanden sind, und der während der Dauer des PCEDN auf 500 000 BEF beschränkt ist;

3° einen Zuschuss, der 50 % der Kosten entspricht, die durch die Durchführung einer Kampagne zur Information und Sensibilisierung der Bürger im Rahmen der Bearbeitung des PCEDN entstanden sind, oder der Kosten betreffend die Zielsetzungen und Aktivitäten, die im PCEDN vorgesehen sind; dieser Zuschuss ist auf 200 000 BEF zuzüglich 20 BEF je Einwohner beschränkt, wobei die Einwohnerzahl die am 1. Januar der Durchführung der Aktion vom föderalen Minister der Wirtschaftsangelegenheiten festgelegte Zahl der tatsächlich eingetragenen Bevölkerung ist.

§ 2. Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel und unter den im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen erteilt der Minister einen Jahreszuschuss in Höhe von:

1° 500 000 BEF für die Vollzeitbeschäftigung eines Umweltberaters;

2° 250 000 BEF für die Halbzzeitbeschäftigung eines Umweltberaters;

**Art. 10** - Der Höchstanzahl Umweltberater, für welche die Gemeinde den in Artikel 9 § 2 vorgesehenen Zuschuss erhalten kann, wird wie folgt festgelegt:

- ein Umweltberater je Gemeinde mit weniger als 20 000 Einwohnern;

- zwei Umweltberater je Gemeinde mit 20 000 bis 49 999 Einwohnern;

- drei Umweltberater je Gemeinde mit 50 000 bis 100 000 Einwohnern;

- vier Umweltberater je Gemeinde mit mehr als 100 000 Einwohnern.

**Art. 11** - Für die Berechnung der in Artikel 9 erwähnten Zuschüsse werden ausschließlich die Beträge, die sich aus der Anwendung der vom Minister genehmigten Vertragsklauseln ergeben, in Betracht gezogen.

Der in Artikel 9, § 1, 3° vorgesehene Zuschuss darf mit dem in Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen vorgesehenen Zuschuss kumuliert werden, ohne dass der proportional zur Anzahl der Bewohner berechnete Betragsanteil 25 BEF überschreitet.

##### Abschnitt 2. — Gewährungsbedingungen der Zuschüsse

**Art. 12** - Um einen Zuschuss erhalten zu können, muss die Gemeinde sich ausdrücklich zum Folgenden verpflichten, wobei die in 1° bis 6° erwähnten Angelegenheiten eines Beschlusses des Gemeinderates bedürfen:

1° einem Umweltberater, der die in Artikel 14 erwähnten Bedingungen erfüllt, mindestens fünf Jahre lang die Aufstellung und die Koordinierung der Umweltpolitik und der Politik der Naturförderung anvertrauen;

2° gemäß Artikel 2 einen Kommunalausschuss einrichten;

3° mindestens dreimal im Jahre einen Aktionstag zur Sensibilisierung des Bürgers über ein oder mehrere der in Artikel 4, § 2 aufgeführten Themen organisieren;

4° dem Minister oder dem zuständigen Beamten auf dessen Anfrage alle Auskünfte jeglicher Art über die bezuschussten Maßnahmen im Bereich der Umwelt und der Naturförderung erteilen;

5° ein ständiges Inventar der Genehmigungen der Einrichtungen und der Umweltgenehmigungen erstellen und führen;

6° ein Register der Aktivitäten in den verschiedenen Bereichen der Umwelt und der Naturförderung erstellen und führen;

7° die Behandlung der Beschwerden gewährleisten und ggf. in Verbindung mit den zuständigen regionalen Dienststellen die angemessenen Maßnahmen ergreifen, damit die Übertretungen bezüglich der Umwelt und der Natur zu bestraft werden.

**Art. 13** - Um die in Artikel 9, § 1, 1° und 3° und in Artikel 9, § 2 erwähnten Zuschüsse erhalten zu können, muss die Gemeinde sich ausdrücklich durch einen Beschluss des Gemeinderates verpflichten, innerhalb 24 Monaten ab seiner Beschlussfassung einen PCEDN-Entwurf zu erstellen.

Der in Artikel 9, § 1, 2° erwähnte Zuschuss wird unter der Bedingung gewährt, dass der Gemeinderat den PCEDN verabschiedet hat.

Der in Artikel 9, § 2 erwähnte Zuschuss wird unter der Bedingung beibehalten, dass der PCEDN innerhalb 36 Monaten ab der in Absatz 1 erwähnten Beschlussfassung verabschiedet worden ist.

**Art. 14** - Die bezuschusste Beschäftigung eines Umweltberaters unterliegt den folgenden Bedingungen:

Diese Person muss:

a. entweder Inhaber eines Diploms des Universitätsunterrichts oder eines Diploms des nicht universitären Hochschulunterrichts des langen Typs sein und eine vor der Einstellung oder im Laufe des ersten Jahres der Beschäftigung von der Gemeinde organisierte Prüfung über ein vom Minister festgelegtes Programm bestehen;

b. Inhaber eines Diploms des Universitätsunterrichts oder eines Diploms des nicht universitären Hochschulunterrichts sein und eine tatsächliche und nachgewiesene Erfahrung von mindestens drei Jahren als Umweltberater haben;

c. Inhaber eines Diploms des nicht universitären Hochschulunterrichts des kurzen Typs sein, der eine theoretische Ausbildung im Bereich der Umwelt und der Naturförderung von mindestens 240 Stunden umfasst bzw. durch eine solche Ausbildung ergänzt wird, und die unter Pos. a erwähnte Prüfung bestanden haben;

2° außerdem muss die Person im Laufe des ersten Beschäftigungsjahres eine Ausbildung im Bereich der Kommunikation und der sozialen Konzertierung im Hinblick auf eine Umweltverwaltung von mindestens 30 Stunden bekommen haben oder sich verpflichten, an einer solchen Ausbildung teilzunehmen;

3° falls die Gemeinde mehr als einen Umweltberater beschäftigt, muss eine dieser Personen Inhaber eines Diploms des Universitätsunterrichts oder eines Diploms des Hochschulunterrichts des langen Typs sein.

### *Abschnitt 3. — Verfahren für die Beantragung und die Gewährung von Zuschüssen*

**Art. 15** - § 1. Vor dem ersten Zuschussantrag schließt die Gemeinde mit dem Minister eine Vereinbarung ab. Der Vereinbarungsentwurf wird nach einem vom Minister festgelegten Muster aufgestellt.

Diese Vereinbarung enthält mindestens:

1° die jeweiligen Verpflichtungen, Rechte und Pflichten der Parteien infolge der Ausführung des vorliegenden Erlasses;

2° eine Beschreibung der Sonderaktionen, die von der Gemeinde im Rahmen der Aufstellung des PCEDN geführt werden;

3° die Modalitäten für die Auszahlung der Zuschüsse;

4° die Modalitäten für die Rückzahlung des Zuschusses oder ggf. der Vorschusszahlungen, wenn die Gewährungsbedingungen oder die Pflichten der Gemeinde nicht beachtet werden.

Die Vereinbarung kann jährlich insbesondere unter Berücksichtigung der von der Gemeinde geplanten Aktionen abgeändert werden.

§ 2. Innerhalb 45 Tagen ab dem Empfang des Antrags übermittelt die DGRNE den Antrag sowie ihr Gutachten dem Minister, der innerhalb 15 Tagen ab Empfang dieser Unterlagen entscheidet.

**Art. 16** - § 1. Die in Artikel 9, § 1 erwähnten Zuschüsse werden in zwei Raten ausgezahlt:

1° 50 % bei der Notifizierung der Vereinbarung oder des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses;

2° 50 % auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, der die Belege der von der DGRNE festgelegten und genehmigten Ausgaben beigefügt werden, und die von der Gemeinde eingereicht wird, sobald die Aktion zu Ende geführt worden ist.

§ 2. Der in Artikel 9, § 2 erwähnte Zuschuss wird auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung ausgezahlt, die von der Gemeinde eingereicht wird und der die Belege und der in Artikel 8 erwähnte Jahresbericht oder ggf. die Fortschrittserklärung des Entwurfes des PCEDN beigefügt werden.

§ 3. Bei Nichteinhaltung der Vereinbarungsklauseln oder der Gewährungsbedingungen retrozediert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Anteil der Zuschüsse betreffend die Klauseln, für welche die Zuschüsse gewährt worden sind.

**Art. 17** - Die Gemeinden können sich für die Erstellung eines PCEDN oder die Durchführung von gemeinsamen Sonderaktionen vereinigen. In diesem Fall werden die Zuschüsse den Gemeinden proportional zu ihren jeweiligen Lasten gewährt.

**Art. 18** - Die DGRNE ist mit der Kontrolle der Verwendung der den Gemeinden im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschüsse beauftragt.

### *KAPITEL V. — Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 19** - Die Gemeinden, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan verabschiedet haben, können unter den in Artikel 12, 14, 15 und 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen Anspruch auf die in Artikel 9 erwähnten Zuschüsse haben, wenn der Gemeinderat diesen Plan in den PCEDN integriert.

**Art. 20** - Die Personen, die seit mehr als einem Jahr vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 über die Gewährung einer Prämie an die Gemeinden, die auf die Dienstleistungen eines Umweltberaters zurückgreifen, von einer Gemeinde als Umweltberater eingestellt worden sind, können durch einen Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von den in Artikel 14 erwähnten Bedingungen in Bezug auf das Diplom und die Prüfung befreit werden.

**Art. 21** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 über die Gewährung einer Prämie an die Gemeinden, die auf die Dienstleistungen eines Umweltberaters zurückgreifen, wird aufgehoben.

Namur, den 27. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 99 — 2342

[C — 99/27549]

**27 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering inzake de opstelling en de financiering van de gemeentelijke milieu- en natuurbevorderingsplannen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, inzonderheid op artikel 18bis, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998;

Gelet op het Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling in het Waalse Gewest, goedgekeurd door de Waalse Regering op 9 maart 1995, inzonderheid op de acties met nummers 40, 168, 242 en 243;

Gelet op het Waalse afvalplan «Horizon 2010», goedgekeurd door de Waalse Regering op 15 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de procedure bepaald moet worden ter goedkeuring van het gemeentelijk milieu- en natuurbevorderingsplan waarbij de burgers nauw betrokken worden en in de voorwaarden moet worden voorzien voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten met het oog op de uitwerking en uitvoering van een gemeentelijk milieu- en natuurbevorderingsplan en dat die procedure onverwijld dient goedgekeurd zodat de streefdata voor de acties en de specifieke maatregelen opgenomen in het Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling en in het Waalse afvalplan «Horizon 2010» gehaald worden;

Overwegende dat de gemeenten bij voorrang als doorgestuurd voor het gewestelijke milieubeschermingsbeleid ingeschakeld kunnen worden en dat hen een impuls dient gegeven te worden in hun contact met de burgers door hen middelen ter beschikking te stellen waarmee een globale strategie die alle milieusectoren omhelst, zijn beslag kan krijgen.

Op de voordracht van De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw;

Na erover te hebben beraadslaagd,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor het leefmilieu;

2° DGNHM : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° GMNBP : gemeentelijk milieu- en natuurbevorderingsplan;

4° Gemeentelijke commissie : de gemeentelijke adviescommissie bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Gemeentelijke commissie*

**Art. 2.** § 1. De gemeenteraad kan beslissen om ofwel een gemeentelijke milieu- en natuurbevorderingscommissie op te richten ofwel de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, ingericht krachtens het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de bevoegdheden toe te kennen inzake milieu en natuurbevordering.

§ 2. Indien de gemeente beslist om de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening de bevoegdheden toe te kennen inzake milieu en natuurbevordering, gedraagt de gemeenteraad zich naar artikel 7 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en naar de krachtens bedoelde tekst goedgekeurde regelgevende bepalingen.

§ 3. Indien de gemeente beslist om een gemeentelijke milieu- en natuurbevorderingscommissie op te richten, werkt de gemeenteraad de regels uit over de samenstelling en de werking van bedoelde commissie.

Door de gemeenteraad worden de kandidaten opgeroepen door openbare aanplakking en door een bericht in het plaatselijke blad. De leden van de commissies moeten uitgekozen worden met naleving van hierna vermelde beginselen :

1° het vinden van een evenwichtige geografische verspreiding;

2° het bestaan van een vertegenwoordiging die geschikt is om de items van het GMNBP voorzien bij artikel 4, § 2, van dit besluit te behandelen en, in het algemeen, de maatschappelijke, economische, patrimoniale en milieubelangen van de gemeente in ogenschouw te nemen;

3° het beperken van de vertegenwoordiging afkomstig van de gemeenteraad tot één vierde der leden en het rekening houden met de evenredige vertegenwoordiging van elke fractie die in de gemeenteraad zitting heeft;

4° de deelname van één der milieuraadgevers.

De gemeenteraad wijst een voorzitter, de leden van de gemeentelijke commissie en de vervangende leden voor alle gewone leden aan.

Er wordt in de gemeentelijke commissie zo vaak als nodig en ten minste drie keer per jaar én na bijeenroeping door de voorzitter vergaderd. Bovendien roept de voorzitter de gemeentelijke commissie op vraag van het college van burgemeester en schepenen bijeen.

Het gemeentebestuur neemt het secretariaat van de gemeentelijke commissie waar.

HOOFDSTUK III. — *Inhoud en procedure ter goedkeuring van het plan*

**Art. 3.** De gemeenteraad heeft de mogelijkheid om een GMNBP op te stellen waarin de bestanddelen omschreven worden die inzake het gemeentelijke duurzame-ontwikkelingsbeleid in werking moeten worden gezet. Het GMNBP voert op gemeentelijk vlak de door het Gewest bepaalde plannen, programma's, reglementen en hoofdlijnen inzake milieu en natuurbevordering voor een duurzame ontwikkeling uit en vult ze aan.

**Art. 4. § 1.** Het GMNBP wordt opgesteld volgens een modelplan dat de Minister ter beschikking van de gemeenten stelt.

§ 2. Daarin worden de volgende items van het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling in het Waalse Gewest behandeld :

- 1° afvalpreventie- en beheer;
- 2° kwaliteit der oppervlaktewateren;
- 3° grondwater- en bodembescherming;
- 4° bevordering van natuur en biodiversiteit;
- 5° terugdringing van de lawaaihinder;
- 6° luchtkwaliteit;
- 7° milieubescherming in :

- de industrie- en landbouwbedrijvigheid;
- de toerisme- en recreatieactiviteiten;
- het vervoer en de infrastructuur;
- het energiebeleid;
- de ruimtelijke ordening;

8° sensibilisatie, deelneming, voorlichting en vorming van de burgers wat betreft bovenbedoelde items en de impact van bedoelde beleidsdaden op milieu en leefklimaat.

§ 3. Voor alle door het plan behandelde items worden, in het kader van de gemeentebevoegdheden en onverminderd de bevoegdheden van de federale, gewestelijke en provinciale overheid,

1° een desbetreffende staat opgemaakt, de behoeften en de mogelijke gevolgen omschreven;

2° de doelstellingen in kwaliteit en kwantiteit omschreven die de gemeente op korte en middellange termijn wenst te bereiken;

3° een programma opgesteld met alle acties die ontwikkeld en alle middelen die aangewend kunnen worden, alsook een analyse van de weerslag van het geheel op de werking van de gemeentediensten, van de financiële en economische gevolgen en van een evaluatie van de milieueffecten.

**Art. 5. § 1.** Het GMNBP-project wordt opgesteld op initiatief van de gemeenteraad, die de auteur van het project aanwijst. De gemeenteraad werkt een manier uit om de burgers deelachtig aan het project te laten worden.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen legt het GMNBP-project voor advies voor aan het DGNHM, dat alle Directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer raadpleegt wat betreft de materies die onder bedoelde ministeries ressorteren. De directoraten-generaal brengen advies uit binnen een termijn van 45 dagen na ontvangst van de vraag om advies. De DGNHM maakt aan het college van burgemeester en schepenen een samenvattend advies over binnen een termijn van 90 dagen nadat de vraag om advies toegestuurd werd.

Wordt het advies niet opgestuurd binnen de termijn zoals voorzien in het voorgaande lid, worden de adviezen geacht gunstig te zijn. Na verstrijken van de termijn van 90 dagen raadpleegt het college van burgemeester en schepenen de gemeentelijke commissie.

§ 3. Het GMNBP-project wordt door het college van burgemeester en schepenen aan de bevolking voorgelegd in een 45 dagen durend, plaatselijk openbaar onderzoek. Tussen 16 juli en 15 augustus wordt de voorgeschreven termijn voor plaatselijke openbare onderzoeken opgeschort.

§ 4. Het GMNBP-project en alle andere stukken die het college van burgemeester en schepenen nuttig acht, liggen ter inzage op het gemeentehuis op werkdagen en, voor zover mogelijk, één dag per week tot en met twintig uur of op zaterdagvoormiddag.

§ 5. In het kader van het openbaar onderzoek voorziet het college van burgemeester en schepenen in één of verschillende informatievergaderingen.

§ 6. De openbare voorlichting wordt tijdens de duur van het openbaar onderzoek aangekondigd door aanplakking in de gemeente en door een bericht dat geplaatst wordt in een plaatselijk blad of een huis-aan-huisblad.

§ 7. Bij het afsluiten van het openbaar onderzoek stelt de auteur een verslag op dat de uitgebrachte meningen en voorstellen tot amendering samenvat.

§ 8. Indien het college van burgemeester en schepenen het DGNHM om advies wil vragen naar aanleiding van het GMNBP-project zoals gewijzigd als gevolg van het openbaar onderzoek, is de procedure voorzien onder § 2 van toepassing.

§ 9. Het GMNBP wordt door de gemeenteraad goedgekeurd.

§ 10. Het GMNBP wordt door de gemeenteraad aan de Minister en inhoudelijk aan de plaatselijke bevolking medegedeeld.

§ 11. Het college van burgemeester en schepenen wijst een coördinator aan die belast wordt met de uitvoering van het GMNBP. Voor de functie van coördinator kan een beroep worden gedaan op de milieuraadgever bedoeld in artikel 14.

**Art. 6.** Het GMNBP heeft een looptijd van vijf jaar en blijft van toepassing zolang er geen ander plan in de plaats is gekomen of zolang het niet is bijgewerkt.

Jaarlijks bestaat de mogelijkheid om de doelstellingen en actiemiddelen opnieuw te evalueren. Artikel 5, §§ 2, 8 en 9 is van toepassing op elke aanpassing of revisie van het plan. Het DGNHM en de gemeentelijke milieucmissie mogen vragen dat de procedure omschreven onder artikel 5, §§ 3 tot en met 7, wordt toegepast.

**Art. 7.** Het college van burgemeester en schepenen vergewist zich ervan dat elk gemeentelijk project en elke gemeentelijke beslissing in overeenstemming zijn met het GMNBP.

Indien ze daarvan afwijken, moet bedoeld college zich verantwoorden.

**Art. 8.** Ten minste één keer per jaar licht het college van burgemeester en schepenen de gemeenteraad en de gemeentelijke commissie in over de stand van zaken wat betreft de GMNBP-acties. Daarvan wordt een verslag opgesteld, dat aan de Minister dient voorgelegd.

Inlichting en verslag hebben met name betrekking op :

1° de stand van zaken in het GMNBP : die stand van zaken wordt opgemaakt aan de hand van een situatieoverzicht met vooropgestelde doelstellingen, aangewende middelen en evaluatie van de resultaten;

2° de uitvoering van de door het Gewest bepaalde plannen, reglementen en hoofdlijnen.

#### HOOFDSTUK IV. — Toelagen

##### Afdeling 1. — Toelagen : doel en bedrag

**Art. 9.** § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten en tegen de voorwaarden van dit besluit worden door de Minister aan de gemeenten toegekend :

1° een toelage van 500 000 frank voor het opstellen van een GMNBP, vermeerderd met 20 % van de kosten boven het bedrag van 500 000 frank, waarbij het totaalbedrag van de toelage niet meer mag bedragen dan één miljoen frank;

2° een toelage van 50 % van de kosten die gemaakt worden voor het nemen van acties inzake milieu en natuurbevordering; de toelage is beperkt tot 500 000 frank tijdens de duur van het GMNBP;

3° een toelage van 50 % van de kosten die gemaakt worden voor het voeren van een informatie- en sensibilisatiecampagne om de burgers op het GMNBP voor te bereiden of om de doelstellingen en activiteiten voorzien door het GMNBP bekend te maken; die toelage is beperkt tot een jaarlijks bedrag van 200 000 frank, vermeerderd met 20 frank per inwoner, berekend op grond van het door het federale Ministerie van Economische Zaken bepaalde werkelijke bevolkingscijfer op 1 januari van het jaar waarin de actie haar beslag krijgt.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten en tegen de voorwaarden van dit besluit wordt door de Minister een jaarlijkse toelage toegekend

1° van 500 000 frank per voltijdse betrekking voor een milieuraadgever;

2° van 250 000 frank per deeltijdse betrekking voor een milieuraadgever.

**Art. 10.** Het maximaal aantal milieuraadgevers waarvoor de gemeente de toelage voorzien bij artikel 9, § 2, kan krijgen, wordt als volgt vastgesteld :

- één per gemeente met minder dan 20 000 inwoners;

- twee per gemeente van 20 000 tot en met 49 999 inwoners;

- drie per gemeente van 50 000 tot en met 100 000 inwoners;

- vier per gemeente met meer dan 100 000 inwoners.

**Art. 11.** Om de toelagen bedoeld bij artikel 9 te berekenen, wordt er enkel rekening gehouden met de bedragen die voortvloeien uit de toepassing van de overeenkomstclausules die door de Minister zijn goedgekeurd.

De toelage voorzien bij artikel 9, § 1, 3, kan worden gecumuleerd met de toelage voorzien bij artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen, zonder dat het aandeel van het bedrag dat recht evenredig is met het aantal inwoners, meer mag bedragen dan 25 frank.

##### Afdeling 2. — Toelagen : toekenningsvoorwaarden

**Art. 12.** Om voor een toelage in aanmerking te komen, moet de gemeente zich er voor de punten vermeld onder de nummers 1 tot en met 6 uitdrukkelijk toe verbinden om :

1° de ontwikkeling en de coördinatie van het milieu- en natuurbevorderingsbeleid gedurende ten minste vijf jaar toe te vertrouwen aan een milieuraadgever die beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 14;

2° een gemeentelijke commissie op te richten overeenkomstig artikel 2;

3° jaarlijks ten minste drie actiedagen te organiseren voor de sensibilisatie van de burgers in verband met één of verschillende items voorzien bij artikel 4, § 2;

4° de Minister of de bevoegde ambtenaar op diens aanvraag alle inlichtingen over te maken in verband met de gesubsidieerde acties inzake milieu en natuurbevordering;

5° een permanente inventaris van de aan de bedrijven toegekende vergunningen en milieuvergunningen op te maken en bij te houden;

6° een activiteitenregister met alle activiteiten in de verschillende onderdelen van het milieu- en natuurbevorderingswezen op te maken en bij te houden;

7° de klachten op te volgen en de gepaste schikkingen te treffen om de overtredingen in milieu- en natuurzaken te bestraffen, eventueel in verbinding met de bevoegde diensten van het Gewest.

**Art. 13.** Om in aanmerking te komen voor de toelagen bedoeld in artikel 9, § 1, 1 en 3, en in artikel 9, § 2, moet de gemeente zich er bij beslissing van de gemeenteraad uitdrukkelijk toe verbinden een GMNBP-project op te stellen binnen een termijn van 24 maanden nadat de beslissing daartoe is getroffen.

De toelage bedoeld in artikel 9, § 1, 2, wordt toegekend voor zover de gemeenteraad het GMNBP heeft goedgekeurd.

De toelage bedoeld in artikel 9, § 2, blijft behouden voor zover het GMNBP goedgekeurd wordt binnen een termijn van 36 dagen nadat de beslissing bedoeld in het eerste lid getroffen is.

**Art. 14.** Voor het toekennen van subsidies voor de betrekking van milieuraadgever moeten volgende voorwaarden worden nageleefd :

1° de persoon moet :

a. ofwel een universitair diploma of een diploma van het hoger, niet-universitair onderwijs van het lange type bezitten en slagen voor een examen dat de gemeente georganiseerd heeft vóór een milieuraadgever in dienst wordt genomen of in de loop van het eerste jaar waarin bedoelde aan het werk wordt gezet; het examenprogramma wordt door de Minister bepaald;

b. ofwel een universitair diploma of een diploma van het hoger, niet-universitair onderwijs van het lange type bezitten en een werkelijke en bewezen ervaring van drie jaar kunnen voorleggen als milieuraadgever;

c. ofwel een diploma van het hoger, niet-universitair onderwijs van het korte type bezitten, dat voorzien heeft in of aangevuld werd door een theoretische, minstens 240 uren tellende opleiding inzake milieu en natuurbeoordeling en slagen voor het examen bedoeld onder a;

2° bovendien moet de persoon een minstens 30 uren tellende opleiding in communicatie en sociaal overleg met het oog op milieubeheer hebben gevolgd of zich ertoe verbinden bedoelde opleiding te volgen in het eerste jaar waarin hij/zij aan het werk wordt gezet;

3° indien de gemeente meer dan één milieuraadgever in dienst heeft, moet één van hen een universitair diploma of een diploma van het hoger onderwijs van het lange type bezitten.

#### *Afdeling 3. — Procedure voor aanvraag en toekenning der toelagen*

**Art. 15. § 1.** Vóór de eerste toelageaanvraag sluit de gemeente een overeenkomst af met de Minister. De ontwerp-overeenkomst wordt opgemaakt volgens het model dat door de Minister is vastgelegd.

In die overeenkomst worden met name behandeld :

1° de verbintenissen, rechten en verplichtingen der partijen voortvloeiende uit de uitvoering van dit besluit;

2° een omschrijving van de specifieke acties die de gemeente gevoerd heeft in het kader van het opstellen van het GMNBP;

3° de wijze van uitbetaling van de toelagen;

4° de wijze van terugbetaling van de toelage en van de eventuele voorschotten indien de gemeenten de toekenningsvoorwaarden of haar verplichtingen niet naleeft.

Die overeenkomst kan jaarlijks worden gewijzigd, met name onder invloed van de acties die de gemeente van plan is te voeren.

§ 2. Binnen een termijn van 45 dagen na ontvangst van de aanvraag wordt die aanvraag met advies door het DGNHM overgemaakt aan de Minister, die binnen een termijn van 15 dagen na ontvangst ervan zijn beslissing treft.

**Art. 16. § 1.** De toelagen bedoeld in artikel 9, § 1, worden in twee schijven gestort :

1° 50 % op het ogenblik waarop van de overeenkomst of van de beslissing tot toekenning van een toelage kennis is gegeven;

2° 50 % op grond van een door de gemeente onmiddellijk na het voeren van de actie ingediende aangifte van schuldvordering onder voorlegging der bewijsstukken voor het aangaan en de goedkeuring van de uitgaven door het DGNHM.

§ 2. De toelage bedoeld in artikel 9, § 2, wordt gestort op grond van een aangifte van schuldvordering die door de gemeente is ingediend samen met de bewijsstukken en het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 8 of, in voorkomend geval, de stand van zaken van het GMNBP-project.

§ 3. Indien de overeenkomstsclausules of de voorwaarden voor de toekenning van de toelage niet worden nageleefd, doet het college van burgemeester en schepenen wederafstand van het aandeel van de toelagen die betrekking hebben op de clausules waarvoor ze werden toegekend.

**Art. 17.** De gemeenten mogen zich verenigen om een GMNBP op te stellen of specifieke acties gemeenschappelijk te voeren. In dat geval worden de toelagen aan de gemeenten toegekend in evenredigheid met de last die ze dragen.

**Art. 18.** Het DGNHM is verantwoordelijk voor de controle op de aanwending van de aan de gemeenten in het kader van dit besluit toegekende toelagen.

#### *HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 19.** De gemeenten die een gemeentelijk milieu- en natuurbevoororderingsplan hebben goedgekeurd vóór inwerkingtreding van dit besluit kunnen de toelagen bedoeld in artikel 9 krijgen tegen de voorwaarden vastgesteld bij de artikelen 12, 14, 15 en 16 van dit besluit en voor zover de gemeenteraad dat plan in het GMNBP integreert.

**Art. 20.** De personen die overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van een premie aan de gemeenten die de hulp van de diensten van een leefmilieuadviseur inroepen, door de gemeente als milieuraadgever in dienst zijn genomen sinds meer dan één jaar vóór inwerkingtreding van dit besluit, kunnen bij beslissing van het college van burgemeester en schepenen vrijgesteld worden van de diplomavereisten en van het examen, allebei bedoeld in artikel 14.

**Art. 21.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van een premie aan de gemeenten die de hulp van de diensten van een leefmilieuadviseur inroepen, wordt opgeheven.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN